

Les années 68 : moment programmatique. Le PCF et la CDU à la recherche de l'avenir

Mathieu Dubois

« La raison du malaise grandissant que nous connaissons actuellement [...] est que la politique officielle actuelle dans son langage, son style et ses problématiques est orientée rétrospectivement, alors que la jeune génération pense de façon prospective¹. » Ainsi s'exprimait en juin 1968 le futur ministre fédéral des Finances de Helmut Kohl, alors président de la *Junge Union* de Bavière, Theodor Waigel. Il soulignait le décalage entre le discours des partis et les attentes de la jeunesse dans les « années 68 ». « Moment de crise du temps² », du rapport moderne entre expérience et horizon d'attente, « 68 » imposait aux partis politiques de proposer une nouvelle articulation entre passé, présent et futur dans le discours politique. L'ampleur des mouvements en RFA et en France au cours de l'année 1967-1968 confronta davantage qu'ailleurs les partis au défi lancé par les contestataires à travers des slogans tels que « l'imagination au pouvoir ». Dans ces deux pays phares de la contestation, il devenait nécessaire pour les partis de réaffirmer leur rôle social de concepteurs et de porteurs de l'avenir collectif. Les programmes politiques devaient constituer l'une des modalités privilégiées de cette réaffirmation.

Si les années 1960-1970 furent marquées par la personnalisation de la vie politique et par l'influence du marketing sur la propagande des partis, parfois au détriment des projets et des réflexions de fond, les « années 68 » constituèrent aussi un important moment programmatique pour de nombreux partis européens tels que l'Union chrétienne-sociale allemande (CSU) (1968), le Parti libéral-démocrate allemand (FDP) (1971), le Parti populaire autrichien (ÖVP) (1972), le Parti communiste français (PCF) et le Parti socialiste français (PS) (1972), le *Labour* britannique (1973), le Parti social-démocrate allemand (SPD) (1975), l'Union chrétienne-démocrate allemande (CDU) (1978). Tout en participant d'un phénomène de mode électoraliste, cette série de publications programmatiques s'inscrivait dans les vastes réflexions d'avenir qui caractérisaient les *sixties* à travers les projets de « Nouvelle frontière », de « Nouvelle société » ou de « Nouvelle fondation ». Ces programmes rompaient avec les simples plates-formes électorales des années 1950-1960 qui avaient vu refluer les grandes réflexions programmatiques héritées de la guerre³. En aval de la période, les

¹ Archiv für Christlich-Demokratische Politik, ACDP IV-007-094/1, « Landesverband Bayern », Discours lors d'une conférence de la Junge Union de Bavière en juin 1968.

² François Hartog, *Les Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003, p. 15, 27 et 124-125. Voir également Ludivine Bantigny, « "Le temps politisé". Quelques enjeux politiques de la conscience historique en Mai-Juin 68 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2013, p. 215-229.

³ Les travaux récents de Karim Fertikh ont permis de nuancer fortement le tournant de 1959 et la place du programme de Bad-Godesberg dans l'histoire de la social-démocratie allemande. Il s'appuie notamment sur un article du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* de 1959 pour souligner : « Ce que Bad-Godesberg aurait appris de nouveau serait précisément, d'après cet article du 15 novembre, que plus

années 1980-1990 virent également le rôle des programmes s'affaiblir dans le contexte de « crise de l'avenir⁴ ». Entre ces deux périodes, les « années 68 » apparaissent ainsi comme un moment programmatique dans l'histoire des partis. Si l'avenir est une thématique récurrente de la propagande partisane au cours de la seconde moitié du XX^e siècle⁵, jamais il n'a aussi fortement suscité la rédaction de programmes qu'au cours des années 1960-1970.

Cette évolution du rôle des programmes en politique reflète les variations de l'attente des contemporains envers l'avenir, de l'importance pour eux de donner un sens au futur. Le programme, en tant que formulation d'un projet politique, étant en soi une projection dans le temps, sa place dans le jeu et la propagande politique dépendent de la valeur accordée à l'avenir dans une époque donnée. Cette valeur inscrit donc plus largement le programme au sein d'un rapport social au temps, c'est-à-dire d'une historicité, « capacité qu'ont les acteurs d'une société ou d'une communauté donnée à inscrire leur présent dans une histoire, à le penser comme situé dans un temps non pas neutre mais signifiant, par la conception qu'ils s'en font, les interprétations qu'ils s'en donnent et les récits qu'ils en forgent⁶ ».

Il s'agira donc ici de proposer une lecture alternative des programmes, non plus à l'aune des cadres classiques de la culture politique, mais du rapport au temps et en particulier à l'avenir comme horizon des projets programmatiques. Davantage qu'au contenu des programmes, on s'intéressera ici à leur place dans la propagande et à l'activité des partis face à la nécessité de parler d'avenir pour séduire un électorat rajeuni au cours des « années 68 ».

Cette perspective dépassant les cadres partisans et nationaux, elle s'appuiera sur une approche comparative transnationale. Dans le souci de maximiser l'apport de la comparaison, l'analyse sera menée à l'exemple de deux partis politiques de cultures nationales et partisans profondément différentes et même largement opposées, le PCF⁷ et la CDU⁸. Ces cultures s'opposent notamment dans leur rapport à l'avenir, ainsi que dans le rôle qu'y jouent les programmes politiques. Alors que le communisme se réclame d'une idéologie révolutionnaire – le marxisme-léninisme – accordant une place prépondérante à la stratégie programmatique, la démocratie chrétienne se fonde sur des valeurs et des réalisations – l'économie sociale de marché – conçues d'emblée comme une alternative pragmatique aux utopies socialistes. L'un des principaux acteurs de la réflexion programmatique au sein de la CDU dans les années 1970, Kurt Biedenkopf, allait même jusqu'à affirmer deux décennies plus tard : « Habituellement dans l'Union [CDU/CSU] on occupe avec les programmes ceux que l'on veut bien occuper à cela, afin qu'ils ne soient pas

personne ne s'intéresse aux programmes. » Karim Fertikh, « Bad-Godesberg dans le langage social-démocrate en 1959 », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [en ligne], 114 / 2011.

⁴ Matthias Bublitz, *Gegliedert Universalismus. Politische Philosophie und ihre Tendenzen in der bundesdeutschen Parteienprogrammatis*, Frankfurt-am-Main, Peter Lang, 2010, p. 17-18.

⁵ Fabrice d'Almeida, « L'avenir, un argument de la propagande politique française (1945-1988) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 21-22, 1990, p. 75-83.

⁶ Ludivine Bantigny, « Historicités du 20^e siècle. Quelques jalons sur une notion », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2013, p. 15.

⁷ Voir notamment Alain Bergougnieux et Danielle Tartakowsky (dir.), *L'Union sans unité. Le Programme commun de la gauche. 1963-1978*, Rennes, PUR, 2012.

⁸ Voir notamment Peter Hintze (dir.), *Die CDU-Parteiprogramme. Eine Dokumentation der Ziele und Aufgaben*, Bonn, Bouvier, 1995.

nuisibles autrement⁹. » Il n'est donc nullement question ici de nier les différences de fond qui opposent dans leur contenu les programmes politiques de ces deux partis, mais de souligner que la proximité de leurs démarches programmatiques respectives au cours des années 68 les contraignit précisément à insister sur ces différences. Le PCF rappelait ainsi que les projets des « opportunistes de droite nient la nécessité de la révolution socialiste. Ils se contentent en fait de quelques changements dans la politique courante et dans le personnel gouvernemental¹⁰ ». De son côté, la CDU proclamait à toute occasion : « Nous ne sommes pas des idéologues¹¹. »

Pourtant, en dépit de ces différences majeures dans les conceptions et le fonctionnement des deux partis, le PCF et la CDU connaissaient dans les « années 68 » une évolution similaire sur bien des points. Ces deux grands partis – en nombre d'adhérents comme d'électeurs – étaient engagés depuis 1963-1964 dans un processus de réforme interne à la suite du retrait ou de la disparition de leurs leaders historiques (Konrad Adenauer et Maurice Thorez). Au cœur de ce processus se trouvait la question du programme politique, instrument de l'union de la gauche pour le PCF et fond théorique d'une nouvelle politique gouvernementale pour la CDU. La signature du programme commun de gouvernement de la gauche en juin 1972 et la décision du congrès de la CDU de lancer la rédaction de son premier programme fondamental (*Grundsatzprogramm*) en juin 1973 amorcèrent pour les deux partis l'apogée de ce moment programmatique qui devait s'achever en 1977-1978 avec la rupture de l'union de la gauche et la publication du programme de Ludwigshafen.

La conception des programmes : d'une alternative électorale à une vision de société

Pour les deux partis, la nécessité de se doter d'un programme se fit sentir nettement en amont de l'année 1968. Après avoir rédigé son propre programme en 1959, le PCF avait fait, dès l'automne 1963, de la signature d'un programme commun la pierre angulaire de l'union de la gauche et de son opposition au régime gaulliste¹². L'enjeu du programme commun était pour lui de proposer une alternative crédible au régime de la V^e République tout en affirmant la rupture avec la IV^e République. Dans son discours de clôture du 17^e congrès, Maurice Thorez insistait sur cet objectif négatif : « L'absence d'un tel programme permet au pouvoir de spéculer sur la crainte d'un "retour du passé" et de représenter les forces ouvrières et républicaines comme incapables de s'entendre pour faire œuvre positive et neuve¹³. » Après la confirmation, au sein de l'appareil communiste, de la stratégie du programme commun au lendemain du bon résultat de François Mitterrand lors de l'élection présidentielle de décembre 1965, René Piquet rappelait toutefois qu'il s'agissait moins pour la gauche de l'enthousiasme des grands soirs que d'avoir « la sagesse de

⁹ Frank Bösch, *Macht und Machtverlust. Die Geschichte der CDU*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anhalt, 2002, p. 10.

¹⁰ « Manifeste de Champigny », *L'Humanité*, 7 décembre 1968.

¹¹ Propos tenus par Josef Hermann Dufhues lors du congrès de Hanovre en 1964. *12. Bundesparteitag der Christlich Demokratischen Union Deutschlands. Hannover, 14.-17. März 1964. Niederschrift*, Bonn, 1964, p. 48.

¹² Archives départementales de Seine-Saint-Denis (AD93), Bureau politique 2 Num_4/4 1960-1963, compte rendu de la réunion du Bureau politique du 14 novembre 1963.

¹³ *Cahiers du Communisme*, juin-juillet 1964, p. 555.

s'unir sur la base d'un programme minimum de gouvernement¹⁴ ». Le programme commun relevait alors essentiellement d'une alliance de circonstances, antigauilliste, dont le modèle restait le programme antifasciste du Front populaire.

Au sein de la CDU, la nécessité d'un programme émergea tout aussi négativement durant les années 1960. Face à la montée du SPD aux élections législatives de 1961 et de 1965, puis à son entrée dans le gouvernement de grande coalition en décembre 1966, le parti chrétien-démocrate devait désormais démontrer qu'il n'était « pas un parti d'hier¹⁵ ». Au pouvoir depuis la fondation de la RFA en 1949, la CDU s'était toujours appuyée politiquement sur le succès du « miracle économique » des années 1950. Tant que les résultats électoraux leur étaient restés favorables, les dirigeants du parti s'étaient contentés de répéter : « À quoi bon un programme, nous avons nos réalisations¹⁶. » Nombre d'entre eux voyaient d'ailleurs dans la discussion programmatique une simple imitation des pratiques sociales-démocrates. Helmut Kohl lui-même, comptant pourtant parmi les réformateurs du parti, soulignait en 1964 que « les programmes comme celui de Godesberg, de Gotha et d'autres programmes [étaient] des dépouilles des partis idéologiques du XIX^e siècle¹⁷ ». Néanmoins, les députés de l'Union adoptèrent avec leurs collègues du SPD la loi sur les partis politiques de juillet 1967 qui faisait obligation aux partis de se doter d'un « programme écrit¹⁸ ». La rédaction d'un programme politique devenait ainsi, en RFA, un impératif démocratique dont l'objectif était, là encore, de rompre avec le passé, en l'occurrence nazi.

Avant 1968, la relance des réflexions programmatiques au sein des deux partis relevait donc essentiellement d'un processus encore timide et largement négatif de rupture avec l'image réactionnaire dont ils étaient affublés. Les enjeux de la rédaction d'un programme devaient toutefois changer dans les mois et les années suivant les mouvements de contestation de 1967-1968 en fonction de l'analyse que faisaient les deux partis des événements et de leur impact historique.

Du point de vue du PCF, Mai 68 avait constitué une éclatante démonstration de la nécessité d'une union de la gauche et de la rédaction d'un programme commun suffisamment crédible pour offrir un débouché politique aux mouvements sociaux. Critiquant les velléités trop hâtives de prise du pouvoir par une partie des forces de gauche au cœur des événements, Waldeck Rochet rappelait lors de la session du comité central du 8-9 juillet 1968 : « Il est sûr que l'absence d'une entente solide sur la base d'un programme clair entre les partis de gauche et les organisations syndicales a pesé sur le développement du mouvement populaire et constitué un atout du pouvoir gaulliste. » Prenant acte de l'évolution de la situation politique et de la nécessaire réorientation de sa ligne qui en découlait, le PCF publia en décembre 1968 le manifeste de Champigny¹⁹. Le texte soulignait le caractère historique de Mai 68, qualifié de « puissant mouvement, d'une ampleur inégalée dans notre histoire²⁰ », et sur l'ouverture d'une « période où la situation ne peut plus

¹⁴ AD93, 261 J 2 / 42, comité central du PCF, 4-8 janvier 1966, Rapport de René Piquet.

¹⁵ Intervention de Franz Amrehn, 16. *Bundesparteitag der Christlich Demokratischen Union Deutschlands*. Berlin, 4.-7. November 1968. Niederschrift, Bonn, 1968, p. 6.

¹⁶ Günther Buchstab (dir.), *Kiesinger: « Wir leben in einer veränderten Welt » – Die Protokolle des CDU-Bundesvorstands 1965-1969*, Düsseldorf, Droste, 2005, p. 224.

¹⁷ 12. *Bundesparteitag der CDU*, op. cit., p. 65 et 82.

¹⁸ Gesetz über die politischen Parteien vom 24. Juli 1964, 6 (1).

¹⁹ *L'Humanité*, 7 décembre 1968.

²⁰ *Ibid.*

continuer comme auparavant ». Selon Georges Marchais, cette phase d'accélération de l'histoire accroissait la responsabilité du parti vis-à-vis des masses en exigeant de « recevoir une réponse entièrement nouvelle²¹ ».

Cette réponse fut la signature du programme commun le 27 juin 1972, elle-même présentée comme l'événement phare de ce moment historique de la mobilisation des masses populaires. *France Nouvelle* n'hésitait pas à titrer son numéro du 4 juillet : « Rien n'est plus comme avant ». L'hebdomadaire du parti reprenait également les propos tenus par Georges Marchais qualifiant la signature du programme commun d'« événement politique d'une portée considérable qui fera date dans l'histoire du mouvement ouvrier et démocratique de notre pays ». Le secrétaire général du PCF soulignait cette dimension historique du programme commun en le différenciant désormais de la logique du Front populaire :

« Union à tout prix. En 1934, ce même mot d'ordre constituait essentiellement un appel à faire face à la montée du fascisme, à défendre les libertés démocratiques menacées. En 1972, c'est un appel à conquérir une démocratie nouvelle telle que notre pays n'en a jamais connue, à franchir le pas en avant considérable sur la voie de l'émancipation des travailleurs et de tout notre peuple²². »

La priorité n'était désormais plus de démontrer la capacité des communistes à gouverner à travers des réformes concrètes, mais de donner une perspective aux aspirations sociales et politiques qui s'étaient fait entendre dans la rue. Tout en renouvelant sa dénonciation de « l'aventurisme » des « gauchistes » durant les événements et en rappelant qu'en Mai « le rapport des forces ne permettait pas à la classe ouvrière et à ses alliés de prendre le pouvoir politique²³ », le PCF avait ainsi opéré un profond changement de perspective en affirmant à présent : « Le socialisme se trouve à l'ordre du jour en France comme partout dans le monde²⁴. » Même si une telle affirmation relevait en partie de la dialectique marxiste et de la théorie du capitalisme monopoliste d'État analysé comme crise ultime du système²⁵, elle tranchait avec la prudence adoptée depuis 1945 par le PCF sur la question.

Au sein de la CDU, le mouvement étudiant, le passage dans l'opposition en octobre 1969 pour la première fois de son histoire, et finalement la défaite électorale de novembre 1972 devaient pousser progressivement le parti à approfondir et à transformer sa réflexion programmatique. C'est à l'été 1967, en plein mouvement étudiant, que la CDU lança la rédaction de son premier programme depuis 1953. Ce processus aboutit lors du congrès de Berlin en novembre 1968 à l'adoption d'un programme d'action gouvernementale (*Aktionsprogramm*) dans la perspective des élections au Bundestag qui devaient se tenir en septembre 1969. La CDU soulignait

²¹ AD93, 261 J 2/48, comité central du PCF, 28-29 septembre 1972, Discours de clôture de Georges Marchais.

²² AD93, 261 J 2/48, comité central du PCF, 26 octobre 1972, Rapport de Georges Marchais.

²³ AD93, 261 J 2/44, comité central du PCF, 5-6 décembre 1968, Rapport de Waldeck Rochet.

²⁴ « Manifeste de Champigny », *L'Humanité*, 7 décembre 1968.

²⁵ La théorie du capitalisme monopoliste d'État décrivait la situation du capitalisme dans les décennies d'après-guerre comme la phase ultime de développement du capitalisme caractérisée par le contrôle croissant de l'État sur l'économie par le biais de quelques grands monopoles et des commandes publiques. Voir notamment Paul Boccard, *Étude sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*, Paris, Éditions sociales, 1974.

elle aussi le caractère historique de la période. Ancien ministre fédéral, figure montante et futur président du parti, Rainer Barzel affirmait lors du congrès de Berlin en novembre 1968 : « Notre peuple demande si nous sommes prêts à relever le défi que l'histoire nous pose²⁶. » L'entrée dans une nouvelle phase historique était plus que jamais soulignée par les comparaisons récurrentes dans les débats avec la période de fondation de la CDU et de la République fédérale. Certains dirigeants insistaient aussi sur le changement des valeurs en train de s'opérer au sein de l'électorat à la faveur de la transition générationnelle. Richard von Weizsäcker justifiait lors du congrès de Düsseldorf en 1971 la nécessité d'une discussion programmatique :

« Non pas parce que nous ne serions pas d'accord sur les fondements idéologiques du combat politique, mais bien parce qu'après une phase de reconstruction et de consolidation, aujourd'hui les gens demandent à nouveau de plus en plus des valeurs et des buts au vivre ensemble ; ils se tournent vers la question du sens, pour l'individu comme pour la communauté et l'État²⁷. »

Le secrétaire général du parti, Konrad Kraske, développait la même idée à l'appui d'un sondage en janvier 1973 :

« À la question : de quelles propositions politiques vous sentez-vous le plus proche, "pas d'expérimentations"²⁸ ou "nous devons chercher une nouvelle voie", en 1957 45 % répondaient "pas d'expérimentations" et 33 % une "nouvelle voie" ; en 1968 30 % "pas d'expérimentations" et 53 % une "nouvelle voie"²⁹. »

De fait, les slogans de la CDU évoluèrent radicalement entre les années 1960 (« Demain non plus pas d'expérimentations », 1961, « Tout dépend du chancelier », 1969) et les années 1970 (« La Liberté au lieu du Socialisme », 1976).

Comme le PCF, la CDU considérait que cette évolution conférait aux partis une responsabilité accrue dans la définition de perspectives politiques. Le chancelier Kurt Georg Kiesinger rappelait en novembre 1968 que « [c]e qui ne va pas dans la république fédérale, ce qui peut être amélioré, est une fois encore, de bien des façons, d'abord une question qui nous est adressée, une question aux partis³⁰ ». Au-delà de la confrontation électorale avec la social-démocratie, la rédaction de perspectives claires dans le cadre d'un programme politique apparaissait nécessaire pour faire face au renouveau de l'affrontement idéologique et en particulier du marxisme. Pour le secrétaire général du parti, Bruno Heck, la CDU avait « trop longtemps accepté que la gauche ait le monopole des feuilles de route pour l'avenir³¹ ». Rainer Barzel était encore plus explicite en soulignant : « C'est tout de même un défi qui nous est lancé, lorsque, même dans notre pays, les thèses de Karl Marx sont désormais de plus en plus souvent invoquées dans la discussion de la théorie politique³². » C'est dans cette perspective que la CDU devait successivement publier un programme d'action en

²⁶ 16. *Bundesparteitag der CDU, op. cit.*, p. 169.

²⁷ 18. *Bundesparteitag der Christlich Demokratischen Union Deutschlands. Düsseldorf, 25.–27. Januar 1971. Niederschrift*, Bonn, 1971, p. 50.

²⁸ Ce slogan fut utilisé par la CDU lors de la campagne législative de 1957. Il incitait les électeurs à reconduire la coalition CDU/CSU-FDP au pouvoir depuis la fondation de la RFA en 1949 et responsable des succès du « miracle économique » d'après-guerre.

²⁹ G. Buchstab, *op. cit.*, p. 1101.

³⁰ 16. *Bundesparteitag der CDU, op. cit.*, p. 55.

³¹ 18. *Bundesparteitag der CDU, op. cit.*, p. 29.

³² 16. *Bundesparteitag der CDU, op. cit.*, p. 158.

novembre 1968, puis le renouveler dès 1971, avant de lancer, en 1973, une vaste réflexion programmatique aboutissant à la publication d'un programme fondamental en 1978 lors du congrès de Ludwigshafen.

Pour la CDU comme pour le PCF, les « années 68 » furent ainsi marquées par une prise de conscience de la transformation des aspirations de la population accompagnée par une volonté de prendre leurs responsabilités de parti en redéfinissant, à travers leur programme, un projet d'avenir.

Proposer un chemin vers l'avenir : le travail programmatique dans les partis

L'enjeu de ces efforts programmatiques était donc pour les deux partis de réaffirmer leur capacité à jouer un rôle politique en proposant une vision d'avenir. Certes, cette fonction avait toujours été présente dans les partis politiques comme l'un des buts de la politique, mais elle prit alors une place prépondérante dans leur activité et leur propagande.

Au sein de la CDU, le travail programmatique était en passe de devenir une activité permanente. Konrad Kraske en soulignait la nécessité au regard de l'accélération de l'évolution des problématiques de la société et du besoin accru d'imaginer des solutions d'avenir :

« Autant l'Union ne peut se dérober aux travaux quotidiens de la nouvelle législature, autant son véritable travail consiste à développer une stratégie de long terme. [...] C'est seulement si l'Union parvient la première à anticiper les nouvelles problématiques qui seront celles de notre société dans les années 1980 et à y formuler des réponses appropriées, qu'elle orientera à nouveau elle-même l'esprit du temps au lieu de devoir courir après³³. »

Cet « esprit du temps » (*Zeitgeist*) constituait un véritable défi pour la CDU. Dès 1968, Rainer Barzel avait mis en garde le parti contre l'absence de réflexion de fond ; en 1973, il en faisait cette fois la cause de la défaite électorale de l'année précédente : « Quelque part dans les années 1960, nous devons avoir perdu – et nous tous – le leadership intellectuel³⁴. » L'un des principaux enjeux pour l'Union était ainsi de clarifier ses buts à dix ou quinze ans. « On se demande désormais, dans le parti et en dehors, quels sont au juste nos buts ? » L'actualisation des principes et des buts du parti fut ainsi au cœur du processus de rédaction, entre 1973 et 1978, du premier programme fondamental (*Grundsatzprogramm*) de la CDU. En proposant un nouvel humanisme fondé sur une conception moderne de la liberté, la CDU entendait se donner les moyens d'actualiser l'« économie sociale de marché » pour les années 1980.

C'est dans cette même perspective de moyen terme que le PCF avait proposé le concept de « démocratie avancée » qui devait servir de grille de lecture au programme commun. Avoir une perspective d'avenir avait toujours constitué pour les communistes l'un des fondements d'une lecture idéologique de l'histoire. Toutefois, cet avenir était conçu comme une fin plus ou moins lointaine. Si le programme électoral du parti, adopté en juin 1966 par le comité central dans la perspective des législatives de l'année suivante, évoquait l'idée d'un passage prochain au socialisme,

³³ G. Buchstab, *op. cit.*, p. 1104.

³⁴ *Ibid.*, p. 1087.

Waldeck Rochet avait alors rappelé que « son objectif principal » restait de « mettre fin au régime de pouvoir personnel et [d']établir une démocratie véritable³⁵ ». Au contraire, le manifeste de Champigny insistait davantage sur le caractère d'étape de la « démocratie avancée » et le but de la réalisation du socialisme. La nuance était d'importance au lendemain de « 68 » et constituait selon Georges Marchais la spécificité du programme commun par rapport aux textes précédents : « Il ne s'agit – je le répète – ni d'une simple plateforme électorale ni de l'exposé de quelques grandes orientations. Il ne s'agit pas non plus d'une synthèse idéologique³⁶. » Si la dimension idéologique avait été évacuée à la demande de François Mitterrand, le programme commun n'était pas pour autant un simple programme de gouvernement. Contrairement à ses alliés socialistes et radicaux, le PCF revendiquait sa dimension révolutionnaire, insistant sur son « caractère d'étape ». Loin de la vision d'un « Grand Soir » portée alors par une partie de ses adversaires « gauchistes », la révolution envisagée par le PCF relevait d'un processus politique de moyen terme, fondé sur une série d'étapes permettant une prise de conscience par les masses de l'intérêt d'instaurer le socialisme. Georges Marchais soulignait que la mise en œuvre du programme commun « créerait – dans les domaines économique, social et politique – une situation quasiment irréversible qui, loin de permettre un retour en arrière (ce qui est le danger des programmes limités traditionnels), appellerait, exigerait de nouveaux pas en avant ». Il insistait également sur l'écart entre l'horizon du socialisme et le contenu du document :

« Je rappelle que la société socialiste a pour fondements essentiels la propriété collective de l'ensemble des grands moyens de production et d'échange, et l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière en alliance avec les autres couches de la population laborieuse. Il suffit de lire le programme commun pour constater que sa réalisation n'équivaudrait pas à l'instauration du socialisme en France³⁷. »

En dépit des différences profondes entre les objectifs respectifs de la mise en œuvre du socialisme et de l'« économie sociale de marché », le contenu des programmes des deux partis présentait un certain nombre de similitudes, donnant la priorité au progrès, ainsi qu'aux moyens de son accélération. Cette attention croissante pour le progrès est particulièrement évidente à travers la comparaison des différents programmes de la CDU. Alors que les termes d'« avenir » (*Zukunft*) et de « progrès » (*Fortschritt*) étaient absents du programme de Hambourg en 1953, ils furent introduits de manière récurrente dans le programme de Berlin en 1968 et en 1971 et ils devinrent omniprésents dans celui de Ludwigshafen en 1978. Le programme de Berlin, dans sa version de 1971, insistait sur l'importance du progrès scientifique et technique, mais aussi du progrès social, faisant de l'éducation la « pierre angulaire d'une politique orientée vers l'avenir³⁸ ». Il en allait de même dans le programme commun de la gauche française qui soulignait : « L'Éducation nationale, la recherche, les activités culturelles de toute nature acquièrent une dimension nationale nouvelle en raison des transformations sociales et des progrès des sciences et des techniques. » Le développement de la protection sociale devait permettre de rejeter au rang de fléau du passé « l'insécurité matérielle qui résulte de la vieillesse, du chômage, de la

³⁵ *Cahiers du Communisme*, février-mars 1967, p. 49.

³⁶ AD93, 261 J 2/48, comité central du PCF, 29 juin 1972, Rapport de Georges Marchais.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Das Berliner Programm – 2. Fassung, Verabschiedet auf dem 18. Bundesparteitag vom 25. Bis 27. Januar 1971 in Düsseldorf*, p. 17.

maladie³⁹ ». Pour les deux partis, cette politique progressiste devait être impulsée par l'État grâce à la planification. La deuxième partie du programme commun s'intitulait d'ailleurs : « Démocratiser l'économie, développer le secteur public, planifier le progrès⁴⁰. » Dans son programme de Berlin (1971), la CDU prévoyait de « continuer à développer la planification financière à moyen terme du *Bund*, des *Länder* et des collectivités locales » ; les dépenses d'investissement devant désormais avoir clairement la priorité⁴¹. Si le degré d'intervention de l'État n'était pas le même – entre nationalisations d'un côté et attachement aux principes du libéralisme de l'autre –, cette planification du progrès par les deux partis illustre leur foi commune dans l'action publique et les instruments de la politique économique keynésienne.

Mettant en avant le progrès, le contenu des programmes était largement tourné vers la jeunesse. Il s'agissait de proposer « à la génération montante une vision d'avenir⁴² » selon les termes de Konrad Kraske. Les jeunes de la CDU étaient d'ailleurs en première ligne du processus programmatique. La *Junge Union* publia dès 1973 son propre *Grundsatzprogramm*⁴³ dont la commission programmatique du parti – où siégeaient certains de ses membres – devait en partie s'inspirer. Tout en rappelant systématiquement que la jeunesse « ne constitue pas une classe sociale », le PCF reconnut lui aussi son « rôle particulier dans les luttes de [son] temps ». Il considérait l'intensification de son activité dans la jeunesse « comme une tâche majeure » pour faire éclore ses « grandes possibilités révolutionnaires⁴⁴ ».

La réflexion programmatique sur l'avenir s'accompagnait aussi dans les deux partis d'un nouveau rapport aux intellectuels. Dans le cas du PCF, le comité central d'Argenteuil avait modifié, dès 1966, la place des intellectuels dans le parti. Waldeck Rochet y avait souligné le nécessaire approfondissement de la théorie marxiste, tandis que Jean Kanapa insistait sur le fait qu'un renouveau du rôle des intellectuels constituait une rupture avec « la période durant laquelle s'est manifesté ce qu'on appelle "le culte de la personnalité"⁴⁵ ». L'autonomie nouvelle des intellectuels communistes n'allait toutefois pas jusqu'à leur conférer une place dans la définition de la ligne partisane et la rédaction du programme. Leur tâche se cantonnait essentiellement « à penser les soubassements théoriques des stratégies ou à se faire les porte-parole de la ligne⁴⁶ ». L'entrée de nombreux intellectuels dans le sillage de Mai 68 puis au moment de la signature du programme commun devait donc simplement servir la diffusion militante et obéissante de l'espoir suscité par l'union de la gauche⁴⁷. Les intellectuels étaient ainsi chargés de théoriser le caractère

³⁹ *Programme commun de gouvernement. Parti socialiste - Parti communiste (27 juin 1972)*, p. 2-3.

⁴⁰ Mathieu Fulla, « Le programme commun de gouvernement : rupture économique ou artefact politique ? », dans Alain Bergounioux et Danielle Tartakowsky, *L'Union sans unité, op. cit.*, p. 75-77.

⁴¹ *Das Berliner Programm – 2. Fassung, op. cit.*

⁴² G. Buchstab, *op. cit.*, p. 1104.

⁴³ *Für eine humane Gesellschaft, Grundsatzprogramm der Jungen Union Deutschlands – Verabschiedet auf dem Deutschlandtag in Herford vom 1.-3. Juni 1973*, Bonn, 1973.

⁴⁴ « Thèses adoptées par le XIX^e congrès du Parti communiste français », *Cahiers du Communisme*, février-mars 1970, p. 437. Pour une analyse comparatiste du rapport des partis à la jeunesse en France et en RFA durant la période, voir Mathieu Dubois, *Génération politique : les années 68 dans les jeunes des partis en France et en RFA*, Paris, PUPS, 2014.

⁴⁵ *France Nouvelle*, 20 avril 1966.

⁴⁶ Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique*. La Nouvelle Critique (1967-1980), Paris, La Découverte, 2005, p. 122-123.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 334-337.

inéluçtable de l'union de la gauche, puis d'étayer l'enthousiasme populaire pour les perspectives d'avenir contenues dans le programme commun.

Au sein de la CDU, le rapprochement avec les intellectuels fut d'autant plus fort que la rupture avec été presque complète depuis les années 1950. Dès 1968-1969, les dirigeants de l'organisation étudiante chrétienne-démocrate, le RCDS, avaient dénoncé l'« anti-intellectualisme » qui régnait au sein du parti et souligné l'importance de gagner à la CDU les « scientifiques non marxistes qui mènent aujourd'hui en partie un combat désespéré dans les universités⁴⁸ ». Il fallut toutefois attendre novembre 1973 avec l'arrivée de Helmut Kohl à la présidence et de Kurt Biedenkopf au secrétariat général pour voir le rapport de la direction du parti aux intellectuels se transformer fondamentalement. Dans un article publié en 1975 dans la revue *Sonde*, Helmut Kohl l'évoquait comme une « question existentielle » au cœur du processus programmatique du parti⁴⁹. Les années 1970 marquèrent l'entrée d'une génération entière d'universitaires parmi les permanents de la CDU⁵⁰. Ces nouveaux venus furent largement associés au travail théorique et programmatique dans les commissions du parti qu'ils devaient orienter dans un sens réformateur au cours des deux décennies suivantes.

En tendant ainsi la main à la jeunesse et aux intellectuels, les deux partis cherchaient en fait à reprendre l'initiative politique et à se présenter comme des forces de proposition capables d'imaginer un cap vers un avenir non plus lointain mais désormais accessible. Cette évolution relevait largement de la propagande. À travers les projets qu'ils formulaient, les programmes politiques devenaient l'instrument clé de la récupération par les partis de la politisation massive suscitée par les mouvements de « 68 ».

Un projet pour mobiliser les masses

À travers ce projet d'avenir, l'une des principales ambitions des partis était de mobiliser les masses. En rédigeant leurs programmes, les partis cherchaient à susciter l'engouement des électeurs, non plus seulement l'adhésion discrète d'une élite politique avisée. C'est ce que soulignait en 1973 Rainer Barzel, devenu président du parti :

« Nous devons nous efforcer [...], nous seulement d'être compris à Bonn et de faire une politique pour les politiciens, mais une politique pour le peuple, qui puisse aussi être comprise à l'extérieur, qui ne soit pas seulement juste, mais qui convainque, qui soit attractive et si possible perçue comme exaltante⁵¹. »

De son côté, le PCF cherchait à développer le mouvement populaire autant qu'à canaliser les aspirations des masses. Contrairement à l'action d'avant-garde révolutionnaire défendue par les « gauchistes », dans le « Manifeste de Champigny », « les communistes, eux, préconis[ai]ent une tout autre orientation. La classe

⁴⁸ Intervention de Detlev Stronk, *17. Bundesparteitag der Christlich Demokratischen Union Deutschlands. Mainz, 17.-18. November 1969. Niederschrift*, Bonn, 1969, p. 72.

⁴⁹ Helmut Kohl, « Die Intellektuellen und die CDU », *Sonde*, n° 1, 1975.

⁵⁰ Daniel Schmidt, « „Die geistige Führung verloren“. Antworten der CDU auf die Herausforderung „1968“ », dans Franz-Werner Kersting, Jürgen Reulecke et Hans-Ulrich Thamer (dir.), *Die Zweite Gründung der Bundesrepublik. Generationswechsel und intellektuelle Wortergreifung 1955-1975*, Stuttgart, Steiner, 2010, p. 85-107.

⁵¹ G. Buchstab, *op. cit.*, p. 1092

ouvrière, la majorité du peuple doivent être conquises à l'idée et à la pratique d'une transformation socialiste de la société⁵² ».

Les partis s'efforcèrent donc d'étendre la portée, non seulement de leur programme, mais aussi de leur travail programmatique. Au sein de la CDU, Bruno Heck insistait en 1971 sur le fait qu'il s'agissait d'un élément majeur de la transformation des pratiques internes du parti :

« Auparavant dans l'Union les représentants de la base se rassemblaient lors des congrès pour entendre ce que la direction du parti disait. Peu à peu, cela a fondamentalement changé depuis Berlin en 1968. Aujourd'hui les délégués de notre congrès sont ensemble pour dire aussi à la direction ce que pense la base⁵³. »

La CDU entendait toutefois donner à ce travail une dimension encore plus large en étendant la réflexion programmatique au-delà du cadre partisan. C'est ce que préconisait Kurt Georg Kiesinger lors du congrès de 1969 en demandant « de rendre notre travail partisan, notre volonté, notre projet et notre action à tous les niveaux transparents pour l'ensemble de la population⁵⁴ ». Konrad Kraske allait jusqu'à voir la CDU comme « un parti discutant⁵⁵ », précisant en 1973 : « Ce dont il s'agit, c'est surtout d'un renforcement de notre engagement dans la sphère pré-partisane⁵⁶. »

Cette volonté de faire de la réflexion programmatique un grand forum participatif était profondément étrangère à la culture politique communiste. Au contraire, les débats préparatoires au programme communiste consistaient en une explication de texte comme l'annonçaient d'ailleurs les affiches des débats : « Dites-moi Monsieur Marchais. » Toutefois, pour le PCF aussi, le programme était bien davantage qu'un simple outil électoral. Selon Gaston Plissonnier, il avait pour fonction principale « d'élever la conscience du mouvement de masse, de préciser le contenu des changements démocratiques, de donner une véritable perspective démocratique⁵⁷ ». La mobilisation des militants et de la presse du parti avait été engagée dès l'automne 1971 pour diffuser le programme du parti, « Changer de Cap », dont un million d'exemplaires furent distribués⁵⁸. Elle prit de l'ampleur à l'été 1972 avec la signature du programme commun. Un vaste plan de propagande autour du thème « ce que le programme commun apportera à chaque catégorie de Français » fut lancé à l'automne⁵⁹. Dans le même temps, le PCF éditait le texte du programme aux Éditions sociales accompagné d'une préface de Georges Marchais.

Jamais les programmes politiques n'avaient été aussi systématiquement au centre de la propagande et du militantisme des deux partis. Ils devinrent le sujet principal des tracts et des affiches. Dès 1971, le PCF publiait une affiche titrant « Le Programme de gouvernement, un grand débat » et une autre reprenant l'intitulé du programme

⁵² « Manifeste de Champigny », *L'Humanité*, 7 décembre 1968.

⁵³ 18. *Bundesparteitag der CDU*, *op. cit.*, p. 31.

⁵⁴ 17. *Bundesparteitag der CDU*, *op. cit.*, p. 20.

⁵⁵ Session du *Bundesvorstand* du 19 février 1973. G. Buchstab, *op. cit.*, p. 1263.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 1102.

⁵⁷ AD93, 261 J 2/48, comité central du PCF, 16-18 mai 1972, Rapport de Gaston Plissonnier. Membre du secrétariat et du bureau politique du parti, Gaston Plissonnier était alors l'un des personnages clés de l'appareil communiste français. Chargé en particulier de la promotion et du contrôle des cadres, il était aussi l'un des principaux relais de Moscou au sein du PCF.

⁵⁸ AD93, 261 J 2/48, comité central du PCF, 20-21 janvier 1972, Rapport de Georges Marchais.

⁵⁹ AD93, Bureau politique 2 Num_4/5 1964-1972, compte-rendu de la réunion du Bureau politique du 5 octobre 1972.

communiste « Changer de cap⁶⁰ ». À l'automne 1972, il lança une campagne d'affiches ciblant les catégories d'électeurs en fonction de ce que le programme commun changerait pour eux⁶¹. La CDU en fit autant la même année avec son programme de Berlin. L'importance du programme fut toutefois mieux soulignée encore par une affiche de la *Junge Union* de Rhénanie qui annonçait simplement : « Les autres divaguent. Nous avons un programme. Rejoignez-nous ! » Le fait d'avoir un programme était devenu un argument de campagne en soi.

Cet effort de mobilisation des masses autour du programme fut d'ailleurs largement couronné de succès au sein des deux partis. Lors du congrès de Bonn en 1973, Konrad Kraske se félicitait que la discussion programmatique s'engage à nouveau avec « des centaines de milliers de nouveaux membres qui sont venus [à la CDU] au cours des dix-huit derniers mois. [...] Ils ne sont pas entrés à la CDU simplement pour payer leurs cotisations et affirmer leur solidarité envers notre politique. Ils veulent participer au travail et aux décisions ». Il encourageait à poursuivre en ce sens : « Plus nous ferons participer des citoyens intéressés et compétents à nos réflexions, plus nous les gagnerons comme membres⁶². » Effectivement, le nombre d'adhérents à la CDU passa de 286 541 à 664 214⁶³ au cours du processus programmatique (1968-1977) ; la période du programme commun fut également l'une des plus fastes de l'histoire du PCF avec un doublement de ses effectifs entre 1967 et 1978 pour atteindre 566 492 membres en 1978⁶⁴. Si les programmes ne furent sans doute pas l'unique facteur de la croissance des effectifs partisans, il n'en reste pas moins qu'un nombre sans précédent d'adhérents choisit alors de s'engager dans des partis dont l'activité était désormais centrée autour d'un programme.

Les exemples comparés de la CDU et du PCF mettent ainsi en lumière le rôle des mouvements contestataires comme accélérateur d'un moment programmatique en RFA et en France. Malgré de profondes différences dans les contenus et les objectifs, la question du programme fut au cœur des débats, du militantisme et de la propagande des deux partis. Au cours des « années 68 », la réflexion programmatique structura leur activité et joua un rôle plus important que jamais dans l'histoire du PCF et encore bien davantage dans celle de la CDU.

Les programmes n'étaient plus seulement un enjeu pour la direction du parti – un compromis entre tendances –, mais également l'instrument d'une mobilisation massive de la base militante et de l'électorat, invités désormais à s'engager au service d'un projet. Les partis prenaient ainsi en compte l'évolution rapide de l'engagement politique à travers la volonté croissante des militants de participer à l'action du parti. Le processus programmatique devenait dès lors un outil d'intégration des masses à la politique. Ce rôle nouveau de la base différait toutefois profondément entre la CDU et le PCF : alors que la première acceptait de faire participer démocratiquement la base

⁶⁰ Archives communales d'Aubervilliers, Fonds Grapus, 10Fi1228 et 10Fi518.

⁶¹ AD93, Bureau politique 2 Num_4/5 1964-1972, compte rendu de la réunion du Bureau politique du 5 octobre 1972.

⁶² 21. *Bundesparteitag der CDU*, op. cit., p. 20.

⁶³ Corinna Franz et Olivier Gnad, *Handbuch zur Statistik der Parlamente und Parteien in den westlichen Besatzungszonen und in der Bundesrepublik Deutschland, Teilband 2, CDU-CSU : Mitgliedschaft und Sozialstruktur 1945-1990*, Düsseldorf, 2005, p. 97-101 et 110-111.

⁶⁴ Roger Martelli, *Prendre sa carte : 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Bobigny, Archives du Parti communiste français, 2010, p. 47.

militante à la prise de décision et aux propositions de contenu à travers les milliers de motions déposées lors des congrès locaux et fédéraux, le second se contenta toujours d'un processus de validation formel fondé sur le principe d'une diffusion vers le bas du projet formulé par l'avant-garde partisane. Cette différence fondamentale tenait d'ailleurs autant aux cultures politiques des deux partis qu'au retard de l'ensemble des partis français en matière de démocratie interne par rapport à leurs homologues ouest-allemands.

En dépit de leurs différences, les réflexions programmatiques des deux partis répondaient à une même exigence : dessiner pour les masses le chemin d'un avenir tangible ; non plus lointain et quasi messianique, non plus prédéfini et téléologique, mais dont la réalisation dépendait de leur engagement politique en faveur de sa concrétisation à moyenne échéance, dans les années 1980. Les réflexions programmatiques timidement amorcées durant la première moitié des années 1960 se trouvèrent ainsi profondément dynamisées par la politisation massive des électeurs et des militants. Les programmes des années 1970 n'avaient donc pas seulement pour enjeu de proposer une alternative politique immédiate, mais également de fonder une dynamique d'avenir en proposant une perspective globale au sein de laquelle militants et électeurs pourraient s'investir dans le présent. Ce faisant, les partis réintroduisaient au cœur des débats politiques, parallèlement à la logique de personnalisation de la vie politique, la question du projet.

Telle est bien l'une des influences politiques indirectes de « 68 ». Plus que jamais dans leur histoire, les partis politiques ont alors semblé guidés par une « contrainte généralisée à la planification de l'état futur de la société⁶⁵ ». L'exigence d'un avenir de plus en plus présent les a ainsi poussés à démontrer à travers leurs programmes, avec un certain succès, qu'ils maîtrisaient encore le temps. Au cours de la décennie suivante, les espoirs déçus suscités par ces mêmes programmes devaient brouiller durablement la confiance en leur « capacité d'imaginer un avenir à la fois plausible et attrayant⁶⁶ ».

L'auteur

Agrégé et docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne et de l'université d'Augsbourg, ancien *Fellow* du Zentrum für Zeithistorische Forschung de Potsdam, Mathieu Dubois est actuellement coordonnateur du programme transnational ANR-DFG « Les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand » à l'université Paris-Sorbonne. Il a notamment publié *Génération politique : les années 68 dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA*, Paris, PUPS, 2014 (Prix Maurice Baumont) ; avec Renaud Meltz (dir.), *De part et d'autre du Danube. L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans de 1815 à nos jours*, Paris, PUPS, 2015 ; avec Rainer Hudemann (dir.), « L'historiographie allemande du temps présent », numéro spécial de la revue *Histoire, économie & société*, n° 2, avril 2016.

Résumé

Les « années 68 » ont constitué dans la plupart des partis politiques d'Europe de l'Ouest un moment programmatique. Le nombre sans précédent et l'importance historique des programmes rédigés alors reflètent la volonté des partis de réagir à la

⁶⁵ Reinhart Koselleck, *Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990, p. 71.

⁶⁶ Krysztof Pomian, « Crise de l'Avenir », *Le Débat*, n° 7, 1980, p. 6.

« crise du temps » caractéristique de la période et au défi politique lancé par les mouvements étudiants en réaffirmant leur rôle social à travers leur capacité à proposer un projet d'avenir. Jamais les programmes ne tinrent une place aussi déterminante dans la propagande et l'activité militante, devenant un élément majeur de la transformation de l'engagement politique. Cet article propose une lecture alternative des programmes à l'aune du rapport au temps et d'une comparaison transnationale des évolutions du PCF et de la CDU, deux partis aux cultures nationales et partisans opposées, mais au sein desquels le programme commun de gouvernement de la gauche (1972) et le Programme fondamental de la CDU (1978) jouèrent un rôle en bien des points similaire, réintroduisant au cœur de la politique la question du projet.

Mots clés : 68 ; Programme ; Parti ; Avenir ; PCF ; CDU.

Abstract

“Les années 68, a Programmatic Moment: The PCF and CDU in Search of the Future”

For most Western European political parties, “*les années 68*” represented a programmatic moment. The unprecedented number and historic importance of the political programs drafted at the time reflected a desire among parties to react to the “crisis of time” characteristic of the period as well as to the political challenge mounted by student movements. By putting forward a project for the future, these parties sought to reaffirm their social role. Never before had political programs occupied such an important place in activist propaganda and activity, significantly contributing to the transformation of political engagement. This article offers an alternative interpretation of these programs from the perspective of their relationship to time as well as a transnational comparison of the evolution of the PCF and CDU, two parties characterized by contrasting national and partisan cultures. Despite their differences, the left's common government program (1972) and the CDU's Fundamental Program (1978) in many respects played a similar role, restoring the issue of planning to the heart of political life.

Key words : 68 ; Programm ; Parti ; Avenir ; PCF ; CDU.

Pour citer cet article : Mathieu Dubois, « Les années 68 : moment programmatique. Le PCF et la CDU à la recherche de l'avenir », *Histoire@Politique*, n° 27, septembre-décembre 2015, www.histoire-politique.fr